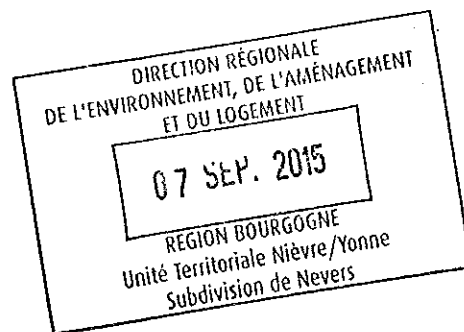




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA NIÈVRE



Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général
Direction du pilotage interministériel
et des moyens
Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques
Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

2015-P-1144 quater

ARRÊTÉ

portant mise en demeure à la Société AXEREAAL, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 89-68 du 12 janvier 1989 réglementant, au titre des ICPE, son site de dépôt de céréales et d'engrais implanté sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY (département de la Nièvre)

Le Préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5,
- VU l'arrêté préfectoral n° 89-68 du 12 janvier 1989, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire « SILOS » n° 2013-352-0003 en date du 18 décembre 2013, portant autorisation d'extension d'un silo de stockage de céréales à la Société Coopérative Agricole de la Nièvre (SCAN) sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY,
- VU l'arrêté du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation,
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que la société AXEREAAL est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 89-68 du 12 janvier 1989, susvisé, à exploiter un dépôt de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de GUÉRIGNY,

CONSIDÉRANT que l'article A3.6 de l'arrêté précité prévoit que l'exploitant doit réaliser un contrôle des émissions à l'atmosphère de son établissement une fois par an pendant la période d'activité du silo,

CONSIDÉRANT que l'article A6.4.2 de l'arrêté précité prévoit que l'exploitant doit procéder annuellement à un exercice incendie en relation avec le service d'incendie et de secours,

CONSIDÉRANT que l'article B1.5 de l'arrêté précité prévoit que l'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps des sondes thermométriques,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 30 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le dernier contrôle des émissions à l'atmosphère a été réalisé en 2009,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 30 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que plusieurs sondes thermométriques ne fonctionnaient pas,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 30 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pu fournir le justificatif du remplacement prochain des sondes thermométriques défectueuses,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 30 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'aucun exercice incendie n'a été réalisé depuis plusieurs années,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles A3.6, A6.4.2 et B1.5 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1989, susvisé,

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis en toutes circonstances, notamment en matière de sécurité,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAAL de respecter les prescriptions des articles A3.6 et B1.5 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1989, susvisé,

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

ARRÊTE

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

La société AXEREAAL, sise lieu-dit « ZI de Villemenant » sur la commune de GUÉRIGNY, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article B1.5 de l'arrêté préfectoral n° 89-68 du 12 janvier 1989, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
- les dispositions de l'article A6.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 89-68 du 12 janvier 1989, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- les dispositions de l'article A3.6 de l'arrêté préfectoral n° 89-68 du 12 janvier 1989, lors des prochaines moissons.

ARTICLE 2- SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4- EXÉCUTION ET COPIES

M. le Secrétaire général de la préfecture, M. le Maire de la commune de GUÉRIGNY, Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à l'exploitant. Une copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à NEVERS.

Pour le Préfet, fait à NEVERS, le 31 JANV 2016
et par délégation, Le Secrétaire Général
